

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

L'entlissement US en Irak



Les Suédois sauvent leur couronne

On connaissait déjà de multiples usages pernicioux du référendum (Questions fermées, référendum - plébiscite, double question, etc.). Les États européens semblent avoir découvert une nouvelle pratique référendaire : le référendum à répétition. Ce procédé, aujourd'hui spécifique à la construction européenne, peut se résumer au fait de poser et reposer une question jusqu'à obtention de la "bonne" réponse.

Ainsi, le traité de Maastricht a été validé en France par un référendum, tout comme l'adhésion à l'Union Européenne à Chypre, en Estonie, Hongrie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie, et à Malte. Un référendum simple : les peuples se sont exprimés. La réponse est positive. Que la volonté populaire soit faite. Amen.

Mais quand, dans des processus tout autant démocratique - ou plutôt "pas moins" démocratique, tant ces référendums ont en commun de voir un débat politico-médiatique univoque- la réponse populaire est négative, on se lamente des peurs irrationnelles de la popula-

tion, du déficit de communication gouvernemental, voire de l'égoïsme de l'autochtone. Puis on annonce un nouveau référendum. "Pouf pouf, on dirait qu'on aurait pas fait de référendum".

Ce fut le cas au Danemark sur la monnaie unique, en Irlande sur la ratification du traité de Nice. Le peuple a mal répondu, reposons la question. Quand le deuxième référendum sur le traité de Nice vit une courte victoire du "ça" (Oui irlandais), le leader de la coalition anti-Nice affirma -ingénu- que le Non ferait certainement un meilleur score lors d'une troisième consultation, les milieux d'affaires, les médias et les principaux partis irlandais s'offusquèrent. "Les Irlandais se sont exprimés sur la question, (...) il n'est pas question de revenir sur le sujet", résuma le vice-Premier ministre irlandais Mary Harney¹. Deux fois, jamais trois. Du moins en Irlande.

Au Danemark, l'obstination de la population à voter *Nej* à la monnaie unique a déjà poussé le gouvernement à poser trois fois la question.

Ce dimanche 14 septembre, ce sont les Suédois qui ont refusé (à 56%) la mon-

naie unique. Mais les résultats n'étaient encore que partiels que déjà le gouvernement suédois annonçait un nouveau référendum dans dix ans.

En Grande-Bretagne, la question d'un référendum sur la monnaie unique est suspendue à "une évolution des mentalités²". Il s'agit d'une déclinaison prudente du même procédé : ne poser une question que lorsque la réponse convient.

Pour diminuer le coût de ces onéreuses consultations, si le procédé référendaire n'est validé que lorsque la réponse convient au gouvernement, pourquoi ne pas imprimer que des bulletins "Oui" ?

Le badge féministe "Quand je dis non, c'est non" vient d'acquérir un double emploi. Face aux troubles de la compréhension machiste et face à la surdité eurocrate. n

Mathieu COLLOGHAN

1. In *The Irish Independent* du 20/10/2002

2. T. Blair in *The Guardian* du 3/09/2003

Le travail et les droits

Il n'est pas possible de se poser la question des droits au travail (dont le droit du travail) sans avoir à l'esprit l'éternelle "combinaison des facteurs de production" chère au père Marx.

Cette division est d'ailleurs parfaitement admise par les penseurs libéraux puisque dans leur vulgate, il y a d'un côté la (juste) rémunération du capital investi (qu'il convient de maximiser) et de l'autre les "charges". Ces "charges" peuvent être "de personnel", "salariales", "sociales"... Ce sont toujours des charges, toujours trop lourdes, et il convient donc de les diminuer autant que faire se peut. La gestion, la bonne gestion n'est pas donc neutre dans ses traitements respectifs du travail et du capital. Qui plus est, quand cette logique est enclenchée, elle est redoutable. Il y a en effet deux leviers pour peser sur les "charges de personnel". On peut d'une part peser sur le niveau individuel de charge, en payant son personnel le moins cher possible. On peut d'autre part peser sur le nombre de salaires à verser en recrutant le moins possible, licenciant le plus possible, idéalement en supprimant toute stabilité de l'emploi pour adapter au jour le jour les effectifs au niveau ponctuel de production. On peut, et c'est ce qui se pratique, agir sur les deux leviers à la fois.

En effet, moins les gens sont payés, plus ils sont prêts à accepter un travail même précaire ; et réciproquement plus le travail est précaire, plus les gens sont prêts à accepter un travail, même mal payé. Ben voilà, y a d'un côté les gens et de l'autre côté le fric... Et il est gestionnairement bien vu de s'occuper plus du fric que des gens... Pire, on trouve toujours des gens pour s'occuper du fric alors que les événements récents (y compris ceux du printemps, j'y reviens) montrent qu'on trouve pas toujours du fric pour s'occuper des gens...

Et il y a une lutte, avec deux camps et chaque action est toujours présentée comme plus légitime lorsque l'argent la commande que lorsque les gens la réclament : quand une firme quelconque (le fric, quoi) "sponsorise" une émission d'information, un événement culturel ou sportif c'est au pire naturel, au mieux une brillante initiative de mécénat... si des enseignants ou des intermittents ou des salariés (des gens, quoi) essaient de créer un événement pour être visibles c'est un scandale ou une prise d'otages... j'invente rien là... Et le reste à l'avenant.

Je bosse 37 ans 1/2 dans une boîte et mon dû c'est juste de quoi pas crever pendant que je bosse. Après, vieux et

moche si j'ai pas pu épargner, j'ai qu'à crever (ça c'est pour les gens). Si j'ai mis un jour 1€ dans une action, ça me rapporte toute ma vie et je peux le léguer à mes enfants (ça c'est pour le fric). Plus amusant, on est des tas à bosser 20 ans dans une boîte et non seulement, j'ai rien à dire sur combien on me paye mais un ou plusieurs mecs qui un jour (ou leurs parents) ont mis des euros dans la boîte peuvent me virer du jour au lendemain pour gagner plus de fric... Ça, c'est déjà beau, mais le plus fort c'est comment c'est présenté : si je demande des augmentations de salaire, je suis un irresponsable qui met en péril l'équilibre économique de l'entreprise, et celui qui me vire pour gagner plus de fric, il a le courage de prendre des mesures énergiques pour sauver l'entreprise (là non plus, juré, j'invente rien).

Mais c'est quoi l'entreprise ? du fric ou des gens qui bossent ? Mais elle est à qui l'entreprise ? à ceux qui ont donné un jour un euro ou à ceux qui y bossent tous, tous les jours ? Je crois que la réponse légale actuelle n'est pas satisfaisante... mais c'est que moi. n

Henri FÉRAL

Introduction d'un dossier sur le travail dans "Le mixeur", le journal du collectif de Poitiers.

L'enlèvement :

Les USA à la recherche de tirailleurs

La bataille de Bagdad n'a pas encore eu lieu. La puissance des moyens militaires américains, accrue par l'importance du guidage électronique et de la surveillance satellitaire, ainsi que l'achat de certains hauts responsables militaires irakiens ont évité que ne se déroule une bataille de Stalingrad, dont les premières victimes auraient été la population civile. Mais il s'enclenche sous nos yeux une variante plus complexe si c'est possible de la bataille de Beyrouth : les troupes américaines ont perdu depuis la fin de la guerre plus de soldats que pendant les opérations elles-mêmes, et on voit se développer des actions militaires d'ampleur de plus en plus marquées qu'il est bien difficile de réduire à la seule catégorie de " terrorisme international " quand il s'agit d'actions militaires menées par des irakiens, sur leur propre sol, contre des soldats d'une puissance étrangère. On est loin ici des bombes humaines et du meurtre des civils. Il ne s'agit pas d'une situation " à la vietnamienne ", même si la peur de l'enlèvement se fait jour chez un certain nombre d'Américains, pour des raisons évidentes : l'affrontement idéologique a disparu, il n'y a en Irak pas d'organisation centralisée comparable au parti communiste vietnamien, il y a au contraire une multitude de structures et d'intérêts, sans oublier la place du facteur religieux et des antagonismes entre chiïtes et sunnites, pour ne rien dire de la situation des kurdes, dont l'actuelle " tranquillité " ne doit pas faire illusion.

L'aggravation des difficultés américaines n'est pas limitée à l'Irak : en Afghanistan, faute d'avoir réellement aidé le nouveau gouvernement, la désagrégation politique est en route. En Palestine, la " feuille de route " est déchirée et les Etats-Unis ne se résolvent pas à admettre que le gouvernement Sharon a fait strictement ce qu'il avait décidé sans jamais entrer dans une véritable logique de négociation, construisant un mur au mépris de toutes les règles de droit international, dans un silence planétaire ahurissant, pour qui se souvient du scandale mondial qu'avait été l'édification du mur de Berlin en 1961. Le mur israélien est par endroit quatre fois plus haut que celui de Berlin, mais ça n'émeut pas profondément les Etats-Unis. L'échec est pourtant patent.

Jusqu'aux données économiques qui commencent à devenir inquiétantes pour une administration qui cherche à être reconduite l'an prochain : si la crois-

sance se maintient en effet à 2,5% pour 2003, en revanche le chômage ne cesse d'augmenter (même s'il est mesuré différemment aux Etats-Unis) : il était de 4% début 2001, il est passé au-dessus de 6% en 2003 . les dépenses militaires continuent à croître : la présence en Afghanistan et en Irak coûte environ 5 milliards de dollars par mois. Et le déficit budgétaire se creuse de manière abyssale : 159 milliards de dollars en 2002, 401 en 2003 et la prévision actuelle est de 480 milliards de dollars pour 2004.

Du coup, le discours officiel change : les Nations Unies, jusque-là considérées comme tout juste capables de faire de l'humanitaire, redeviennent une instance avec laquelle il faut négocier, pour obtenir une aide économique et militaire. Pour autant, pas question bien entendu de se mettre au service des Nations unies : la proposition est exactement le contraire : que les Nations Unies se mettent au service de la politique américaine dans la zone. L'argument de ceux qui proposent " d'oublier les divergences passées " et de répondre à la demande américaine pour " éviter le pire " en Irak, même s'il est bien intentionné, n'est guère recevable : le pire est déjà là avec une désagrégation sociale qui laisse libre jeu à toutes les factions, toutes les mafias, toutes les coteries, jusqu'à ce que ce chaos fasse naître une aspiration à un pouvoir fort dont il est peu probable qu'il échappe aux religieux les mieux organisés.

Envoyer des soldats dans cette confusion n'a aucune chance de rétablir l'ordre nécessaire à une vie démocratique. C'est aux Etats-Unis d'assumer les conséquences de leurs actions et ils ne doivent pas espérer la présence de tirailleurs européens pour encaisser les coups à leur place. D'autant que la guerre ne fait que commencer.

n

Jean-Paul HÉBERT

Halte à l'occupation de l'Irak Justice pour la Palestine

**A l'appel des collectifs nationaux " Irak " et " Palestine " manifestations dans toute la France le samedi 27 Septembre
A Paris 14 h Denfert-Rochereau en direction de Pasteur**

Le 13 Septembre à Cancun:

Une manifestation pacifique hors du commun

Ce 13 septembre a été marqué par des manifestations contre l'OMC dans de très nombreuses villes du monde. Celle qui a eu lieu à Cancun était pour le moins extraordinaire.

Certes, les participants n'étaient pas extrêmement nombreux (4 000 tout au plus) mais les actes qu'ils ont posés ont montré toute la force de leur mouvement.

Après près d'une heure d'un travail de fourmis, les jeunes filles d'un côté et les paysans coréens de l'autre sont venus à bout de la triple grille qui les séparait des cordons policiers sur le chemin menant vers le lieu de réunion de la convention de l'OMC.

Espérant le déchaînement de la vio-

lence entre manifestants et policiers, toutes les caméras étaient braquées sur ce trou béant d'une dizaine de mètres dans la grille. Pourtant, une fois rompue cette barrière, les milliers de manifestants se sont assis pour observer une longue minute de silence en souvenir de Lee Kiung qui a mis fin à ses jours au sommet d'une grille identique à une centaine de mètres de là mardi dernier.

Une assemblée a alors été entamée, marquée notamment par les brèves allocutions de délégués paysans coréens et africains. Après quoi les Coréens ont symboliquement brûlé une représentation de l'OMC et ont déposé des dizaines de fleurs devant les lignes policières. Un peu plus loin, au son des tambours, une gigantesque danse interculturelle a alors réuni 300 à 400 personnes. C'est dans le calme absolu que les manifestants se sont ensuite retirés, sans s'affronter avec la police.

Pour ces manifestants, les barrières qu'ils avaient détruites étaient celles de l'OMC, les frontières de la globalisation libérale, le « *mur de l'injustice, de la faim et de la misère* ».

Cette marche est un immense succès que le mouvement doit à l'organisation extraordinaire de cette manifestation basée sur la collaboration entre jeunes, Coréens, paysans et black block. Les filles qui formaient la première ligne de la manifestation se sont particulièrement illustrées par leur courage en rompant calmement les grilles à quelques centimètres des policiers mais aussi par leur capacité à gérer la marche, à calmer les moins modérés et à veiller à ce qu'aucun projectile ne soit lancé contre les policiers.

Il faut ajouter que pendant cette manifestation, une délégation coréenne était parvenue à entrer dans le centre de convention où se tient la réunion de l'OMC. Hier, 86 jeunes sont parvenus à bloquer pendant plus de deux heures l'entrée de ce centre de convention.

Cette journée ne suffira sans doute pas à effacer les divisions permanentes de la société civile à Cancun et ne cachera pas le petit nombre d'al-

termondialistes présents à cet important sommet. A part les Coréens, seuls 300 syndicalistes ont participé à cette marche pourtant présentée comme la plus importante du contre-sommet.

Seules quelques dizaines de paysans sont restés à Cancun après leur manifestation du 10 septembre dernier.

Les représentants des ONG étaient moins nombreux encore ! Logeant pour la plupart dans les hôtels de luxe de la zone hôtelière, rares étaient ceux qui avaient jugé important de se joindre aux protestations des mouvements « d'en-dehors de la zone ».

Le contre-sommet fut ainsi marqué par la grande division des protestataires, particulièrement au sein de la délégation mexicaine, mais aussi au niveau international. Quelle différence en effet entre les paysans de Via Campesina logeant dans des tentes ou dans un centre sportif et les représentants d'une autre organisation internationale de paysans, parmi lesquels 50 membres de la FNSEA, ayant choisi le Sheraton ; entre les conférences feutrées des ONG dans les grands hôtels et celles sous une tente des jeunes zapatistes ... Est-ce le même « autre monde possible » ?

Néanmoins, grâce aux formes de mobilisations promues par les Coréens et une partie des jeunes, Cancun a connu ce 13 septembre l'une des plus extraordinaires mobilisations altermondialistes. Le contre-sommet marque l'intégration des Coréens dans le mouvement altermondialiste. La manifestation d'aujourd'hui et le comportement pacifique et très engagé des 180 membres de cette délégation depuis près d'une semaine montrent que le mouvement a beaucoup à apprendre de cette partie du monde. Gageons que le prochain forum social mondial qui se tiendra en Inde en janvier prochain le confirmera.

Geoffrey PLEYERS
 Chercheur invité à l'Instituto de Investigaciones Sociales
 (UNAM - Mexico)

Presse alternative CAP AU SUD-OUEST!

Plusieurs publications récentes et intéressantes en région Midi Pyrénées :

Le numéro 44 de Confluences 81, journal des Alternatifs tarnais.

Au sommaire, entre autres, retour sur le rassemblement du Larzac, les jeunes Alternatifs, compte rendu du conseil municipal de Castres par notre élue, culture, présentation de la cuvée «Vive la grève!» pour consommer autrement un excellent Gaillac (s'adresser aux Alternatifs tarnais).

Confluences 81 paraît 6 fois par an
 Abonnement annuel 12 euros (chèque CAP 81)

Alternatifs 81 c/o D. Marc 6 rue Georges Brassens, 81100 Castres

Le numéro 27 de Gavr'Auch, journal des Alternatifs gersois

Au sommaire retour sur le mouvement social, compte rendu du conseil municipal d'Auch par nos élus, présentation du collectif Condom Citoyenne, luttes locales nombreuses....et un bon dossier sur la mondialisation capitaliste.

Gavr'Auch paraît 4 fois par an
 Abonnement annuel 8 euros (chèque Association Rouge et Vert Gavr'Auch)
 Alternatifs
 30, rue Jules Ferry, 32000 Auch

" Si les soldats viennent, ils nous trouveront leur barrant le chemin "

" Je suis déterminé à prendre des risques personnels et à servir de bouclier humain, afin de faire échouer le projet du Premier ministre Sharon d'assassiner le leader du peuple palestinien. Nombreux sont mes amis de la mouvance pacifiste israélienne prêts à en faire autant."

Ainsi s'exprimait le vétéran des militants pacifistes, Uri Avnery (il vient de fêter ses 80 ans) de Gush Shalom (le "Bloc de la Paix" israélien) alors qu'il arrivait à la Mouqata'a de Ramallah.

"Sharon n'a pas l'intention de "déporter" Yasser Arafat. Ce mot est employé par euphémisme pour "assassiner" Arafat de sang froid. Le meurtre d'Arafat, par des militaires sous l'autorité du gouvernement israélien, serait un terrible désastre pour notre pays. Il pourrait précipiter une explosion de haine et une effusion de sang dépassant tout ce que nous avons vu ces trois dernières années. Un tel crime compromettrait aussi toute chance de paix et de réconciliation entre les deux peuples pour de nombreuses années, probablement pour quelques générations. Pour des personnes comme moi, qui se préoccupent de l'avenir d'Israël, il n'y a rien de plus important à entreprendre, en cet instant, que de faire tout, je dis bien, faire TOUT ce qui est en mon pouvoir pour empêcher une telle calamité. Le Premier Ministre Ariel Sharon, le Ministre de la Défense Mofaz, et leurs généraux, doivent savoir que s'ils envoient leurs soldats ici, il y aura des militants pacifistes israéliens pour leur barrer le passage", a ajouté Uri Avnery qui a rappelé que déjà, l'année passée, un groupe de militants de Gush Shalom avait passé la nuit dans la Mouqata'a pendant une précédente série de menaces de Sharon à l'encontre d'Arafat. Avnery a vertement condamné les soi-disant "experts" qui ont affirmé sur les médias israéliens que "l'expulsion d'Arafat allait ouvrir la voie à l'émergence de forces modérées". "Soit ces Messieurs sont des menteurs éhontés, soit ils n'ont pas la moindre compréhension du sujet qu'ils commentent, pas la moindre conscience du fait objectif que l'assassinat d'Arafat balayerait, pour une durée considérable, tout signe de modération dans la société palestinienne".

Uri Avnery est arrivé dans la Mouqata'a dans l'après-midi du 13 septembre avec un groupe d'une trentaine de militants pacifistes, parmi lesquels deux membres de la Knesset, Issam Mahoul et Ahamad Tibi, un responsable du parti Meretz, Latif Dori, et l'historien Teddy Katz. En même temps qu'eux arrivaient un grand nombre de personnalités palestiniennes, partenaires des Israéliens au sein du Groupe israélo-palestinien pour la Paix. Alors que ces militants arrivaient, les lieux étaient remplis de milliers de manifestants palestiniens, exhibant des portraits d'Arafat et des drapeaux des divers partis et organisations de la société palestinienne, unis, pour l'occasion, dans une large opposition aux menaces de Sharon à l'encontre d'Arafat. Les gardes du corps du Président ont frayé un chemin à la délégation pacifique israélienne au milieu de la foule. Dans le couloir d'accès, les Israéliens ont rejoint Arafat qui les a accueillis chaleureusement et a invité Avnery et les deux députés de la Knesset à se présenter avec lui à une fenêtre. Leur apparition a été saluée par des applaudissements et des acclamations prolongées. Avnery a offert à Arafat le symbole de Gush Shalom qui représente les deux drapeaux israélien et palestinien côte à côte - que le Président palestinien a aussitôt accroché au revers de sa veste.

Arafat a invité les militants pacifistes à dîner, rejoints par le nouveau Premier ministre Abou Alaa. Pendant le repas, Arafat a parlé des accords d'Oslo, signés dix ans auparavant, et dit: "J'étais alors et je reste aujourd'hui engagé dans l'espérance d'un avenir pacifié, un avenir dans lequel les enfants de nos deux peuples pourront grandir sans la peur". Abou Alaa a appelé à un cessez-le-feu immédiat, mettant fin aux attentats-suicides des Palestiniens et aux "liquidations" par les forces armées israéliennes.

Uri Avnery suggéra au Premier ministre palestinien d'inclure à la présentation de son nouveau gouvernement, quand il sera formé, un appel direct au peuple d'Israël. "De nombreux Israéliens ont d'ores et déjà compris la simple réalité: les assassinats ciblés et les liquidations entraînent directement les attentats-

suicides. Celui qui envoie un hélicoptère de combat assassiner un leader palestinien est aussi responsable de la mort de civils israéliens par l'attentat-suicide qui s'ensuit. Sharon, ainsi qu'une majorité de ses ministres et généraux, ne veulent pas d'un cessez-le-feu, mais une guerre totale. Mais, parmi les citoyens d'Israël qui en ont assez et plus qu'assez de vivre dans la peur, un tel appel en leur direction pour un cessez-le-feu pourrait trouver un écho." n

**Article de Gush Shalom
traduit de l'anglais par
Jean-Claude Perron
pour Solidarité Palestine**

Pour plus d'informations, vous pouvez appeler Uri Avnery: +972-50-306440 ou consultez le site de Solidarité-Palestine: <http://www.solidarite-palestine.org>

**Je m'abonne pour 32 €
et pour un an à Rouge &
Vert.**

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
.....
.....

CP :
Ville :
Adresse électronique
.....

Ci-joint un chèque de 32 € à
l'ordre de Rouge & Vert.

**Bulletin à renvoyer aux
Alternatifs,
40 rue de Malte,
75011 Paris.**

Les P'tis LU roulés dans la farine encore une fois !

Drôle de scénario. A défaut de SCOP, c'est Danone qui fait le scoop. C'est en effet le groupe Danone qui dévoile les résultats d'une étude de faisabilité considérée pourtant comme "indépendante". Première anomalie. Pourquoi cette urgence de communication du groupe alors qu'il ne nous y avait pas vraiment habitués auparavant? Il s'agit bien pour lui de porter une dernière estocade aux travailleurs.

Méfions-nous aussi des "études". Les bureaux d'étude et les experts ne nous vendent jamais que ce qu'on veut bien leur acheter. Eux aussi sont sur le marché et ils sont toujours "indépendants", cela va de soi.

Deuxième anomalie : il ne fallait pas être devin pour comprendre que Danone ne voulait pas de la SCOP et que le groupe ne s'engagerait pas vraiment pour assurer la viabilité économique de l'entreprise ouvrière. Dès le départ, Danone a refusé de s'investir dans ce dossier en n'évoquant tout au plus qu'une version basse de sous-traitance, irréaliste pour assurer la viabilité de la coopérative. Danone a toujours dicté sa loi. Cette fin de non-recevoir est une opération punitive contre ses anciens salariés coupables d'avoir mené une lutte exemplaire contre les licenciements financiers et d'avoir imaginé une alternative au capitalisme. Il n'y a pas de logique économique dans cette affaire, il n'y a qu'une logique capitaliste qu'on pouvait déjouer s'il y avait eu une vraie volonté politique. L'enjeu était idéologique et politique.

Les Alternatifs ont refusé d'accepter les règles du jeu du groupe Danone en conseil municipal. Dès le départ, les élus Alternatifs étaient sur une

position de "donnant-donnant", bien légitime quand on sait que c'est Danone qui nous a mis dans cette situation et qu'il y avait objectivement moyen d'aider Armatis ET la scop des travailleurs.

Petit rappel : malgré une enquête publique défavorable, les élus du conseil municipal de Calais, à l'exception des quatre élus Alternatifs qui ont voté contre, avaient en effet approuvé la modification du plan local d'urbanis-



me, qui répondait à la "commande" de Danone de faire passer le site LU en zone tertiaire pour permettre l'implantation d'un centre d'appels (Armatis) avec possibilité d'y adjoindre un secteur "logement".

Dès l'instant où le maire et la majorité de sa majorité répondaient positivement à la "commande" de Danone et qu'ils donnaient le feu vert à Armatis sans contreparties, il était clair que Danone se serait désengagé totalement du projet de scop.

Drôle de situation politique aussi, donc. La gauche, à l'exception des

Alternatifs, a enterré, de fait, la coopérative ouvrière dès le conseil municipal du 19 mai 2003. La gauche classique ou plurielle (selon les époques) vient encore un peu plus de se discréditer alors qu'elle avait l'occasion d'être unie et offensive sur la proposition des élus Alternatifs.

Il y a lieu de repenser le rôle des partis de gauche par rapport aux mouvements sociaux actuels et peut-être tout simplement de repenser la gauche elle-même, de lui donner un contenu social et politique rompant clairement avec le libéralisme. Pour l'heure le Parti Communiste a pris une lourde responsabilité politique par son attitude de renoncement face à la logique de Danone qui a seule prévalu. Cela ne l'aidera sans doute pas à se reforcer l'identité communiste à laquelle il aspire légitimement. Ni à regagner la confiance de cette France qui se bat. Nous regrettons qu'en tant que maire, Jacky Hénin se soit ainsi fragilisé : nous doutons malheureusement de ses chances de rencontre avec Franck Riboud (le PDG du Groupe Danone) maintenant que ce dernier se trouve en position de force, et nous doutons encore plus d'une issue positive si cette rencontre avait réellement lieu. Pourquoi Danone ferait-il maintenant des "cadeaux" à ses anciens salariés alors qu'il a tout obtenu jusqu'ici sans contrepartie ? Danone est aujourd'hui gagnant sur toute la ligne.

Malgré tout nous soutenons notre maire dans cette ultime démarche, nous l'assurons de notre sympathie à un moment difficile pour lui personnellement. Il est possible que Danone cède un peu sur le reclassement des salariés pour écartier définitivement le "spectre" de la coopérative. Mais en tout état de cause, ce n'était pas ce que les travailleurs voulaient. Au pays du libéralisme, la liberté d'entreprendre n'est pas pour tout le monde. n

rouge et vert

Rouge & vert, l'hebdo des Alternatifs,

40, rue de Malte 75011 Paris
tel. 01 43 57 44 80
fax. 01 43 57 64 50
courriel : contact@alternatifs.org
site : www.alternatifs.org

commission paritaire n°64942 ISSN 1146-3961
Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,

Coordination et maquette: M. Colloghan
Ont collaboré à ce numéro : JM.Ben, E.Bégoc, R.Bernheim, J.J.Boislaroussie, M.Braconnot, M.Colloghan, B.Della Sudda, J.L.Griveau, H.Féral, F.Gouty, J.P.Hébert, G.Maffre, G.Pleyers et P.Zarifian

Édité par les Alternatifs Imprimerie ExpressionsII : 01 43 70 80 96

Jean-Marc BEN
Maire-adjoint
Porte-parole des Alternatifs

Contexte nouveau pour ATTAC

Moins de quinze jours après l'immense succès du rassemblement du Larzac, la 4^{ème} Université d'été d'ATTAC était l'autre grand rendez-vous estival du mouvement altermondialisation. Et si la comparaison chiffrée n'a guère de sens entre ces deux moments forts, le succès fut de nouveau au rendez-vous d'Arles : l'Université d'été d'ATTAC a accueilli, comme lors des précédentes éditions, un millier de participant-e-s.

Elle continue de proposer, cas unique non seulement en France mais au-delà, dans le même lieu et pendant cinq jours, une vaste palette de thèmes de débat et de réflexion qui dépassent largement la problématique initiale d'ATTAC en 1998, centrée sur la taxe Tobin et la financiarisation de l'économie capitaliste. Un élargissement thématique qui reflète bien les nouvelles questions qui se sont posées récemment à ATTAC, dans le prolongement de ses engagements initiaux, et dans la dynamique du mouvement altermondialiste.

La richesse de la cuvée 2003 est incontestable d'un point de vue général, même si, ici ou là, on a pu avoir le sentiment d'une difficulté à aller plus loin qu'un propos un peu général déjà entendu les années précédentes. Le meilleur a peut-être été cette série de moments d'échange de haut vol entre plusieurs des économistes (en particulier Dominique Plihon, Gérard Duménil, Thomas Coutrot) du conseil scientifique d'ATTAC, sur les transformations en cours du néo-libéralisme lui-même, devant un public extrêmement attentif et au sein duquel on notait la présence d'autres animateurs ou animatrices de cette Université d'été (Susan George, Sophie Bérourd...). Et d'un point de vue général, c'est encore sur les questions économiques et sociales qu'ont porté les points forts de ces cinq jours.

Mais cette richesse n'est malheureusement pas ce qu'ont retenu les médias présents à Arles. Et dans les moments de pause et à la périphérie des débats, ce sont les propos du nouveau président J.Nikonoff tenus dans " Libération " ou dans " Le

Monde " (cf. pages suivantes) qui retenaient souvent l'attention des participant-e-s. Mais dans le débat plénier du dimanche après-midi sur le thème " ATTAC, déjà cinq ans... ", les réactions ne se sont pas faites attendre, non seulement de la part d'animatrices et d'animateurs d'équipes locales, mais aussi de plusieurs membres du conseil scientifique, animateurs de cette Université d'été, tels que Jean-Marie Harribey, François Chesnais ou Bruno Jettin.

Et si le CA national d'ATTAC a, à juste titre et à l'unanimité moins une voix, condamné le lamentable démontage du stand du PS au Larzac, les attaques de J.Nikonoff contre " le gauchisme " et les critiques contre le mouvement social du printemps, elles, ont suscité de très vives réactions. Il n'a pas été difficile à J.-M. Harribey de revenir sur ce mouvement social et de rappeler que le thème du partage des richesses y a été très présent, contrairement à ce que laissait curieusement entendre le p r é s i d e n t d'ATTAC.

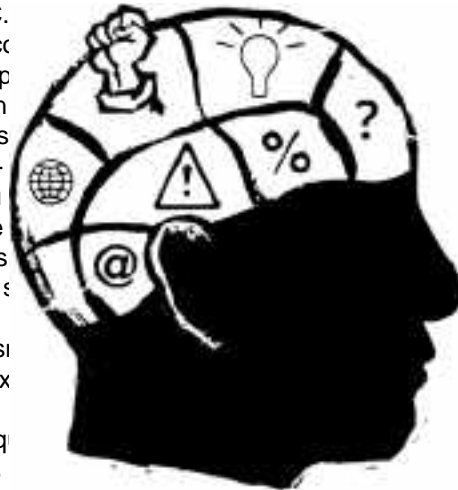
Et beaucoup y compris d'anciens membres du PCF ont cru entendre dans les p r o p o s sur " gauchisme de vieux lents de tarisme qui sont pas nymes de bons souvenirs.

Certes, il y a toujours eu des tensions au sein d'ATTAC, qui n'ont empêché ni sa formidable croissance, ni son rôle central en tant que mouvement politico-associatif - car c'est bien cela qu'est ATTAC, et pas une association au sens classique du terme - dans le mouvement altermondialiste.

Mais précisément, les tensions actuelles ont lieu dans un contexte changé. Ce n'est pas le moindre des paradoxes : ATTAC a joué un rôle majeur¹ dans la mutation du mouvement anti-mondialisation en mouve-

ment alter-mondialisation ; tandis qu'à la faveur de cette mutation, l'élargissement et la croissance du mouvement ont réduit le rôle très central qu'y jouait précisément ATTAC.

La dynamique globale des Forums sociaux, y compris depuis quelques mois en France à l'échelle des forums sociaux locaux, participe de ce nouveau contexte. Et ce n'est pas un hasard si début 2003, de manière extrêmement maladroite, J.Nikonoff a cru bon, avec l'aval du CA national d'ATTAC, de faire diffuser un stupéfiant " mode d'emploi " aux structures locales d'ATTAC visant à cadenasser les Forums sociaux locaux. Ceux-ci étaient pourtant en train de prendre leur envol, le plus souvent sans difficulté majeure, à l'initiative de l'ensemble des réseaux locaux - à commencer par les équipes locales d'ATTAC - où se retrouvent, dans une relation de proximité et de confiance mutuelle qui n'existe pas forcément au plan national, les associatifs, les syndicalistes et les militant-e-s poli-mouvement altermondialis-



st certain que cette dynamique empêche toute structure jouer le rôle de " centre " et il y a là un problème pour certains, à ATTAC comme ailleurs, que ceux-ci pourfendent le " gauchisme " ou à l'inverse s'en réclament sur fond commun d'hostilité populiste aux partis politiques. Sur ce dernier point, si les relations entre le " centre " et ATTAC ne sont pas simples, notons qu'entre le porte-parole de la Confédération Paysanne et le nouveau président d'ATTAC, ce fond commun d'hostilité aux forces politiques tend à les rapprocher. Une aubaine, en passant, pour la direction du Parti Socialiste : la coupure mouvement social - forces politiques² lui laisse le champ libre et la protège de toute turbulence pouvant déboucher sur une recomposition à gauche.

Les prochaines échéances, à commencer par le scrutin européen de juin 2004, vont être l'occasion pour ATTAC d'approfondir d'autres débats, à commencer par celui sur la ques-

tion européenne. Et, sans nul doute, ce débat sera vif. Le prédécesseur de J.Nikonoff, Bernard Cassen, l'a clairement dit et a rappelé au passage que le clivage sur cette question, en France, lui apparaissait au moins aussi important que le clivage gauche-droite. Un premier texte de la Commission Europe d'ATTAC sur les enjeux du prochain traité conventionnel a l'honnêteté de ne pas dissimuler l'existence de divergences internes. Et c'est l'ensemble des 30 000 adhérent-e-s d'ATTAC qui sera prochainement invité à se saisir de ces débats.

On retrouve sur ce point la présence de deux cultures politiques distinctes –et c'est aussi ce qui fait la richesse d'ATTAC- toutes deux attachées à de nouvelles régulations publiques, mais si l'une est prête à explorer de nouvelles pistes tenant compte des limites et des échecs de l'étatisation, l'autre -



personnalisée par B.Cassen et J.Nikonoff- reste attachée à des réponses traditionnelles autour de la réhabilitation de l'Etat qui peuvent les rapprocher du " souverainisme " .

Cette culture-là, aussi honorable soit - elle, nous éloigne singulièrement d'une alternative autogestionnaire.

Et c'est avec une certaine inquiétude qu'on a pu observer à Arles, dans le traitement de la " Filière n°1 " consacrée à la démocratie, la très faible place, dans les faits, accordée à la question de la démocratie participative -au delà des mots- , à l'expérience de Porto-Alegre et aux pratiques, même embryonnaires, qui visent à apporter des éléments de réponse à la crise de la politique et d'une démocratie représentative à bout de souffle.

Enfin, le rendez-vous militant du 6 septembre à l'occasion de la conférence de l'OMC à Cancun, rappelé aux participant-e-s d'Arles, n'a pas débouché ce jour-là sur de réels succès, ni à Paris ni, sauf exception, en province. Ni la force du mouvement social du printemps, ni l'immense succès du

L'entretien accordé par J.Nikonoff, président d'ATTAC au Monde (23 Août 2003) mérite quelques remarques sur le fond :

Le contenu et le ton adopté par Nikonoff est foncièrement anti-démocratique, et ceci de manière flagrante et insupportable. Il montre un mépris considérable des individus-citoyens ordinaires, comme d'ailleurs des militants de base.

Rééduquer les Français ?

Quel est en effet son propos : "*le virus néolibéral est encore actif*" (en particulier chez les salariés du privé), ou encore : "*notre premier objectif est de déconstruire l'idéologie néolibérale dans les têtes*". Ou encore, pour comprendre pourquoi le mouvement social n'a pas abouti, il faut comprendre que "*l'idéologie néolibérale demeure hégémonique*".

Ce n'est pas rien d'afficher de tels propos, qui sont à la limite d'une vision fasciste du monde : les gens, en France, sont malades, atteints d'un virus, incapables de penser par eux-mêmes, touchés dans leur tête. ATTAC est là pour les soigner, les désintoxiquer, modifier leur tête, leur façon de penser et de se comporter.... Un mépris complet pour l'intelligence des personnes, leur capacité de réflexion, l'expérience qu'elles accumulent, y compris à travers les échecs des mobilisations.

Les mots de Nikonoff sont forts et donnent froid dans le dos, car ils rappellent les camps de désintoxication inventés durant la période noire du maoïsme. Et si les personnes sont ainsi atteintes par un virus, il faut se garder logiquement de tout large débat démocratique, qui ne ferait que donner plus d'ampleur à la propagation du virus. Non, il faut que des penseurs "sains", tels que Nikonoff, disent comment penser, avec l'appui de commissions d'experts, sans doute immunisés contre le virus...

Penser plutôt que proposer

Tout le propos de Nikonoff est basé sur le débat d'idées (ou plutôt de destruction des idées néolibérales et la propagation de propositions alternatives). Or, qu'est ce que cela signifie ? Que nous retournons au début du 19^{ème} siècle, à l'époque pré-marxiste, époque où l'on pensait que tout se jouait dans le ciel des idées, et qui a fourni à Marx le thème de son ouvrage sur l'idéologie allemande (texte remarquable, soit dit en pensant, absolument pas réductible aux caricatures qu'on en propose). En clair : au lieu de développer une posture et une action critiques vis-à-vis du capitalisme, des rapports de production, des structures qui l'expriment, des mutations et périodes historiques que le capitalisme, comme mode de production, connaît, tout est rabattu sur des "idées".

Nikonoff, r

Le capitalisme est réduit à un corps d'idées (l'idéologie néolibérale). Nous n'avons pas à lutter contre des formes matérielles de propriété, de pouvoir, de domination, contre et face à des processus de maintien/mutation du capitalisme. Non. Simplement combattre le virus des idées..., idées dont on ignore l'origine et la source.

Je veux bien admettre qu'une organisation comme ATTAC se donne comme objectif, important, mais limité, de lutter sur le seul terrain des idées, mais dans ce cas, elle doit le faire avec modestie, avec conscience des limites d'une telle approche. Et qui plus est, il me semble essentiel, même si l'on se centre sur le débat d'idées, de toujours rattacher des corps d'idées à des rapports sociaux concrets, à des formes tangibles de domination (dont font partie les tentatives de maintenir une hégémonie idéologique), à des techniques et forces d'exercice du pouvoir (Sarkosy l'a bien compris...).

Des conseils contre un projet

Remarquons au passage la faute logique de Nikonoff : l'ennemi est l'idéologie néolibérale, mais on lui oppose, non pas une autre idéologie, ou du moins une autre ensemble d'idées alternatives, une configuration

Larzac, ne produisent mécaniquement de nouveaux succès militants, faute de cible clairement établie et de réelle et sérieuse organisation unitaire de telles initiatives. Un nouveau sujet de réflexion et de débat pour ATTAC ? n

Bruno DELLA SUDDA

1. Les Alternatifs ont eux-aussi, à leur échelle, contribué à cette mutation. Une position singulière dans le champ politique en France, y compris dans la "gauche de la gauche"...

2. Autre chose est la nécessaire autonomie du mouvement social, comme l'indépendance absolue des syndicats comme des associations par rapport aux partis politiques.

Badaboum le stand du PS!

Le retour, ou l'arrivée au sein du mouvement altermondialiste de l'organisation de Laurent Fabius a suscité de vives réactions. Lors des plus récents rassemblements altermondialistes (Annemasse et le Larzac), cela s'est traduit par des actions d'exclusion de nature physique

Cela pose plusieurs questions. Le PS a-t-il sa place dans le mouvement altermondialiste, avec ou sans contritions sur son bilan gouvernemental ? Qui est responsable (particulièrement à Annemasse) de ces actes violents (les provocations via les médias des leaders socialistes, leur service d'ordre ou les manifestants) ? Quelle attitude face à l'exploitation politique de ces actions et face à leur condamnation ? Mais aussi, peut-être surtout, la question de leur légitimité et de leur pertinence.

Une militante radicale à Annemasse résumait ainsi leur action : "nous démontons le Mc Donald de la gauche".

Deux écueils sont manifestes :

- condamner en soi et par principe toute action

violente (l'histoire nous redit tout les jours à quel point il peut s'agir du seul recours politique dans de multiples situations à travers le monde),

- - considérer le recours à la force comme un mode opératoire naturel des organisations progressistes.

Avec le démontage du Mc Do de Millau, tout comme avec les actions à Seattle, Prague, Cancun, Nice ou Gênes, le recours à la force (pas forcément à la violence), présent dans le mouvement altermondialiste, ne peut être simplement résolu par la problématique du légalisme.

Comme le montrent les divergences d'analyse au sein des Alternatifs sur les actions contre la présence du PS dans le mouvement altermondialiste, la question de la légitimité et des limites des actions illégales et des actions violentes mérite un véritable débat au sein de notre mouvement. n

MC

es propos

de pensée, une vision du monde. Non : on lui oppose...des propositions alternatives. On change subrepticement de terrain : du terrain des idées, on bascule au terrain des conseils en matière d'action gouvernementale (politique étrangère, défense...).

Question : quel est alors le vrai terrain d'ATTAC ?

Si bataille des idées il doit y avoir, le propre d'ATTAC devrait être, non pas de jouer au conseiller critique des princes (posture ultra-classique du donneur de conseils, qui maintenant critique Lula), mais de contribuer à construire une vision alternative du monde, une vraie alternative dans la représentation que nous pouvons développer des enjeux et perspectives du monde actuel, en opposition à l'idéologie dominante (d'ailleurs bien malade, car si je ne conteste pas ses effets hégémoniques, il est patent que de moins en moins de gens y adhèrent. Elle génère plutôt un dégoût croissant). ATTAC, plutôt que de se transformer en la nième machine à faire des propositions d'action gouvernementale (ce qui relève clairement de l'action des partis politiques), ferait bien mieux, choisissant le terrain de la lutte des idées, d'être en effet un vaste laboratoire

démocratique d'élaboration et diffusion d'idées nouvelles, s'opposant aux idées dominantes et les mettant en scène publiquement.

Nouveau libéralisme ?

Reste cette fameuse histoire de l'idéologie néolibérale. D'abord, je pense que, dans les mutations que connaît actuellement le capitalisme, dans ses structures et son fonctionnement économique, ce n'est pas absolument une forme de "nouveau libéralisme" qui domine.

S'il est certain que, sous prétexte de libéralisation, on s'attaque aux services publics, ce n'est pas pour les livrer aux libres lois du marché. Ceci n'est que de la poudre aux yeux. C'est pour ouvrir de nouveaux terrains à la valorisation capitaliste, sous la forme d'entreprises géantes, visant à acquérir des positions de quasi-monopoles, avec un enjeu concurrentiel nouveau : capter et emprisonner des clientèles, par l'usage monopolisé des moyens d'information et de communication. Rien à voir avec une économie libérale : il s'agit d'une concurrence, pour le moins oligopolistique, menée à l'échelle mondiale, avec des pratiques mafieuses et néo-féodales (conquêtes et défense de territoires, inféodation de vastes zones de sous-traitance, etc.).

Caractériser cette période par le mot "néo-libéralisme" est une erreur profonde, qui prend les prétextes pour la vraie

réalité. Et quand Nikonoff se plaint de la cécité et passivité des salariés du secteur privé, je lui renverrai la question : qu'a-t-il, lui, à leur dire ?

En se polarisant sur le néolibéralisme, et donc, par exemple, sur les privatisations, on oublie le vaste océan des salariés du privé, dont le problème n'est pas la privatisation, mais... les formes actuelles de domination et d'exploitation du capital et les transformations qu'elles connaissent !!!

Enfin, je terminerai en disant que Nikonoff, et nombreux avec lui, a un train de retard : nos adversaires ne sont déjà plus des purs néo-libéraux dans leurs discours et modes de légitimation de leurs actions. On assiste à un retour en force de l'idéologie sécuritaire et du rôle de l'Etat, mais avec une sorte de mélange, de partage des rôles : liberté de manœuvre pour les grandes entreprises globalisées sur le terrain économique, déconstruction systématiques des acquis sociaux dans tous les domaines, mais reprise en main forte par l'Etat des fonctions régaliennes d'établissement de l'ordre social, de police et d'action militaire. n

Philippe ZARIFIAN

site personnel :

<http://perso.wanadoo.fr/philippe.zarifian/>

L'été des intermittents

Les professionnels du spectacle ont fait parler d'eux cet été : annulation de festivals, manifestations, grèves... Si le déclencheur du mouvement a été le protocole d'accord signé le 27 juin 03, modifiant le régime des intermittents, la lutte a soulevé des enjeux bien plus importants.

Il ne s'agit pas seulement de préserver des professions de plus en plus précieuses, mais de sauver la diversité culturelle de notre pays. Au-delà de la régulation nécessaire d'un secteur d'activité, il s'agit bien d'une attaque en règle du Medef et du gouvernement qui vise à formater la culture, ne prenant en compte une fois de plus que le profit, la rentabilité, l'économique.

Cette lutte est à placer dans la continuité des mouvements sociaux récents (retraites, décentralisation, éducation, santé, services publics, recherche...). Elle aura assuré le "pont de la contestation" jusqu'à la rentrée. Si les professionnels du spectacle n'ont pas réussi à empêcher la signature de l'accord les concernant, ils ont réussi à se mobiliser pour défendre leur idée de la culture et ne comptent pas s'arrêter là !

L'accord scélérat

Signé le 27 juin 03 par certains syndicats et le Medef dans des conditions discutables¹, puis agréé le 5 août par le ministre des affaires sociales, le protocole d'accord concernant le régime spécifique d'assurance chômage des travailleurs intermittents du spectacle a été rejeté massivement par l'ensemble de la profession.

Le régime des intermittents

Comme tout régime spécifique, sa compréhension n'est pas aisée. Jusque là financé par la solidarité interprofessionnelle, il répondait tant bien que mal aux besoins d'une profession marginale, permettant malgré tout une certaine richesse de création.

Un intermittent n'est pas un chômeur qui travaille de temps en temps, c'est un professionnel dont une partie du travail est "invisible" (répétitions, formations, création, recherche...) car non rémunérée. Jusqu'à ce jour, les allocations Assedic compensaient cette absence de salaire (cette pratique étant considérée

comme une forme de subvention individuelle à la culture). Si cette forme d'emploi convient la plupart du temps aux professionnels concernés en raison de la liberté qu'elle procure, elle n'en reste pas moins un choix de vie et de carrière ne pouvant être durablement assumée que motivée par la passion ! La stabilité dans le métier n'est jamais assurée (difficile dans ces conditions de trouver un appartement, d'accéder à un prêt...).

Pourquoi un nouvel accord ?

L'objectif annoncé était en priorité le déficit de l'Unedic causé par les annexes 8 et 10 des intermittents. A l'origine de ce trou : de la part des salariés quelques triches pour parvenir au seuil des heures nécessaires, du travail au noir et de la part des employeurs un usage abusif du régime intermittent (CDD d'usage). Les abus des employeurs ne sont toutefois pas comparables aux tricheries des travailleurs, résultant de la précarité de l'emploi dans le secteur !

Le déficit incriminé ne reflète la réalité que de manière imparfaite. Il est plus ou moins important en fonction des calculs et des facteurs pris en compte. Il est de toute façon contestable de vouloir chiffrer un régime dérogatoire motivé par une nécessité sociale. De plus, la partie économique qui découle des métiers du spectacle (hôtellerie, tourisme, restauration...) n'est jamais prise en compte.

L'accord ne répond pas aux objectifs annoncés

Non seulement l'accord signé n'attaque pas les abus mais il remet en cause un secteur entier d'activité. Depuis 15 ans le syndicat des patrons ne cache pas son désir de ramener l'intermittence au régime général (intérim). Ne tenant pas compte des enjeux réels d'un système économique, il prétend réduire le coût du régime par un simple opération comptable. En durcissant les conditions d'accès on réduit facilement le nombre d'intermittents à indemniser !

Pour limiter les abus, le gouvernement propose des contrôles plus accrus. Ces contrôles seraient souhaitables, mais comment y croire quand on sait que le

ministère des affaires sociales voit ses moyens réduits concernant l'inspection du travail !

Le reproche principal des opposants à l'accord concerne le nouveau calcul des indemnités : il correspond plus à une loterie qu'à un mécanisme équitable !

Selon une estimation moyenne, 30% des intermittents devraient rapidement être exclus du système.

A plus long terme cet accord préfigure le basculement des professions du spectacle dans le régime général, mettant fin au régime spécifique d'assurance chômage des artistes et techniciens.

Quelle réforme souhaitable ?

Les professionnels du spectacle sont d'accord pour faire évoluer les annexes Cinéma-Spectacle. Un texte de propositions a été rédigé (accord Fesac) en vue des négociations, mais n'a pas été pris en compte. Il s'agirait de s'attaquer aux causes structurelles du déficit, de proposer un réel statut de l'artiste et de réfléchir à la place de la culture dans notre société.

LE MOUVEMENT DES INTERMITTENTS

La grève dans le spectacle

Dès le début de l'été, la CGT a déposé un préavis de grève reconductible, considérant que c'était le meilleur moyen d'établir un rapport de force avec le Medef et le gouvernement. Les artistes et les techniciens ont longuement débattu du sens de la grève au sein de leurs compagnies. En effet, faire grève pour les intermittents a de lourdes conséquences. Non seulement le travailleur perd un cachet mais il ne cotise pas pour obtenir une indemnisation Assedic l'année suivante (une sorte de double peine !).

Pour les compagnies, ne pas jouer un spectacle veut dire se priver d'entrée d'argent et de vendre le spectacle à des programmateurs de salles de spectacles (surtout lors d'un festival).

Face à une attaque aussi radicale du Médef, il fallait une réponse radicale. Nombre d'intermittents ont donc décidé de se mettre en grève, quitte à entrer en conflit avec leur équipe de travail.



L'annulation des festivals

La radicalité du mouvement a abouti à l'annulation de nombreux festivals et de plus prestigieux. Cela a permis :

- d'intéresser les médias
- de faire prendre conscience du secteur culturel, habituellement considéré comme non rentable à d'autres !
- de réaliser qu'à travers les intermittents, c'est l'intérêt public qui était attaqué (Le public a tout à perdre avec cet accord : sans intermittent pas de spectacle, pas de création).

L'organisation du mouvement

Des coordinations se sont mises en place au début de l'été, de festival en festival, organisant démocratiquement AG, forums, actions, manifestations, sans être noyautées par les syndicats. Les intermittents, souvent considérés comme individualistes et inorganisés, ont montré leur capacité à se mobiliser.

Le mouvement a connu des moments plus ou moins houleux en fonction des festivals (les festivals de théâtre de rue ont connu de sérieux conflits entre compagnies grévistes et non-grévistes, l'enjeu concernant leur survie !), mais on retiendra la qualité des débats dans les forums organisés, l'enjeu du mouvement étant passé de la défense du régime intermittent à la défense de la culture en général. Les professionnels du spectacle ont bien compris que "défendre leur peau" passait par une lutte plus globale (contre l'OMC, l'AGCS, la décentralisation, le démantèlement des services publics...). C'est pourquoi nombre d'intermittents se sont logiquement retrouvés lors du rassemblement du Larzac au mois d'août.

LA CULTURE ATTAQUEE

Le non-soutien du gouvernement

Afin de montrer sa bonne volonté, le gouvernement a annoncé des mesures de soutien à la culture. Non seulement ces mesures sont vagues et aléatoires mais plusieurs indices font croire que le budget de la culture

est plus d'être agilité que conforté. Bercy a notamment pioché dans les crédits de la culture de 220 millions. N'oublions pas les nombreux secteurs culturels concernés non médiatisés : archéologie, musées, cinéma, droits d'auteurs, patrimoine...

Le premier ministre a annoncé que les festivals annulés seraient renfloués, mais où prendra-t-il l'argent ?!

La culture n'est pas rentable

Au sein de l'Unedic, les intermittents ne sont sûrement pas les seuls à causer un déficit. Que l'on s'attaque spécifiquement aux professionnels du spectacle est symbolique.

Sans subvention (Etat, Régions, villes...) le prix d'une place de spectacle ou de cinéma serait exorbitant pour le public. Le spectacle, la production audiovisuelle ont un coût. Soutenir la culture est donc un choix politique. Ne plus supporter ce coût signifie accepter la marchandisation du secteur et se traduit par une uniformisation (le phénomène se développe déjà avec la fabrication de stars par les chaînes de télévision). Il est alors plus question de marketing que de culture ou d'Art (on ne devient plus chanteur par amour de la discipline artistique mais pour devenir riche et célèbre !).

Défendre la culture

"La lutte des intermittents s'inscrit dans un moment de l'histoire où la question de la ré-appropriation des temps sociaux et des temps intimes nous est posée comme un défi de société majeur : les conditions d'accès à la connaissance et à la culture sont essentielles au sens de l'existence et de la richesse humaine" (Déclaration de l'ensemble des collectifs des professionnels du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel, août 2003).

Au mois de juillet, des directeurs de

théâtre, universitaires, philosophes, artistes rédigeaient un appel pour soutenir la lutte des intermittents. Ils déclaraient *"être solidaire d'eux et de leurs initiatives afin que soient respectées les exigences de l'art et de la culture, c'est-à-dire celles de la véritable liberté : la liberté d'échapper au pur empire de la nécessité et de créer du sens..."* Il s'agit de redéfinir dans le contexte d'aujourd'hui l'enjeu d'une politique culturelle. La culture est un bien public, sa responsabilité doit donc l'être aussi".

QUELLES REVENDEICATIONS A CE JOUR ?

L'ensemble des collectifs de lutte demande :

- l'abrogation de l'ordonnance d'agrément de l'accord sur le régime d'assurance-chômage des intermittents
- l'ouverture de négociations pour des droits nouveaux avec l'ensemble des concernés
- des droits sociaux collectifs que l'assurance chômage peut garantir et non la promesse d'une enveloppe budgétaire répartie de façon discrétionnaire et gérée au cas par cas

Ils déclarent que leur lutte s'inscrit dans une lutte plus globale, contre la destruction des droits sociaux, une lutte européenne et mondiale.

Ils condamnent la politique de marchandisation du monde, l'exclusion définitive du secteur culturel et des services publics lors des négociations de l'OMC.

Ils appellent à la mobilisation de tous, du 6 au 14 septembre (rencontres de Cancun) contre toute application et nouvelle signature des dispositions de l'AGCS, à la mobilisation avec l'ensemble des mouvements en lutte contre le projet de refondation sociale.

Magali BRACONNOT

1. les syndicats signataires : CFDT, CGC et CFTC sont minoritaires dans la profession, les négociations n'ont eu comme base que les propositions du patronat, l'accord étant ficelé avant les négociations paritaires ...

Petit rappel des faits

Pris en otage par le MEDEF

Depuis la signature du protocole d'accord entre le MEDEF et trois syndicats, le mouvement des professionnels du spectacle a pris une ampleur considérable. La grève reconductible décidée le 8 juillet a été suffisamment suivie pour que nombre de festivals (et des plus importants) soient annulés. Je devais moi-même jouer dans le cadre du festival d'Avignon OFF, mais ma compagnie a annulé sa prestation pour cause de grève. J'ai donc suivi le mouvement d'Avignon, et voilà quelques observations.

Il aura fallu que le mouvement des intermittents touche à l'économique pour que les médias s'y intéressent. Cela prouve plusieurs choses :

- le désintérêt ambiant pour la culture
- si les intermittents coûtent à l'Unedic ils rapportent indirectement à d'autres !

LE MEDEF NE CONNAÎT PAS LE DOSSIER

Le Medef a conclu ce protocole d'accord pour réduire le déficit de l'Unédic et lutter contre les abus de l'audiovisuel. Non seulement ce protocole ne résout pas le déficit mais il conforte les intermittents de l'audiovisuel pour qui la situation s'améliore ! L'objectif du Medef est donc bien autre ! (voir l'article de Michel JOUVE)

AVIGNON S'ORGANISE

Le mouvement des intermittents étant bien engagé début juillet, un collectif s'est mis en place à Avignon pour accueillir les compagnies, les collectifs régionaux en lutte prenant le nom d'"Interluttants". Ils ont proposé une structure d'organisation, de coordination, des commissions, des lieux de rencontre... Le IN et le OFF se sont retrouvés progressivement dans une organisation commune. Les membres du In avaient leurs propres AG où ils débattaient entre eux de l'opportunité ou non de faire grève. Chaque soir ils ont voté (à une majorité de plus en plus faible) la reconduction de la grève, jusqu'à l'annulation du festival par son organisateur.

La coordination des interluttants a proposé actions et forums divers chaque jour. Les commissions rendaient compte chaque jour de leur travail : commission actions, solidarité¹, culture, coordination, presse...

Contrairement à ce qui a pu être rappor-

té dans les médias, la CGT était présente mais ne dictait de conduite à personne, n'animait pas les débats, n'imposait rien à personne. Le syndicat était présent et se tenait à la disposition du mouvement.

UN MOUVEMENT DEMOCRATIQUE

Lors des forums ou des AG, les débats étaient certes passionnés, les décisions longues à prendre, les prises de paroles plus ou moins intéressantes mais animées par des individus engagés dans la lutte en leur nom propre. J'ai été frappée par le respect des uns envers les autres (il a toujours été clair pour tous par exemple que les compagnies du OFF qui faisaient le choix de jouer ne seraient pas empêchées par les grévistes et qu'elles auraient toujours voix au débat dans les assemblées) et par l'organisation mise progressivement en place par des individus convaincus et responsables.

UN APPEL AU DEBAT

Suite à l'annulation du festival IN, il a été décidé de rester sur place pour organiser des états généraux de la culture et faire des propositions concrètes au ministère de la culture. Un appel a été lancé pour faire des forums citoyens avec le public à chaque fois que c'était possible à l'occasion d'un spectacle annulé.

L'objectif des débats étant de conduire le mouvement vers une réflexion de fond : quelle culture, quelle société et quelle suite donner à la lutte en septembre ?

UNE DEMANDE DE POLITIQUE

Si les intermittents ont d'abord réagi pour sauver leur régime, les débats ont vite montré que le problème était plus profond². Problème politique de la culture, des services publics, AGCS... Les débats ont été d'autant plus intéressants que chacun était convaincu que la lutte ne concernait pas seulement la sauvegarde du régime tel quel. J'ai décelé au détour des conversations une vraie demande de politique. Le lien est fait entre service public, retraites, décentralisation, sécu. Une question revient souvent : on ne veut pas de Chirac, mais pas non plus du PS, alors qui ?

PRESENCE D'ORGANISATIONS DANS LA LUTTE

Certains ont bien senti que le mouvement des intermittents avait du sens et relayait le mouvement des retraites. Des non-intermittents ont donc rejoint le mou-

vement : enseignants (ravis de reprendre la lutte !), spectateurs solidaires, les JC, ATTAC, des syndicats, des membres des Verts (le responsable culture des Verts de Marseille était là à tous les forums)... La presse a fini par appeler le mouvement "le pont d'Avignon" entre les luttes de juin et celles qui s'annoncent pour septembre !

AVIGNON PUBLIC OFF A RECONSTRUIRE

L'association "Avignon public Off" publie chaque année le journal-programme du festival OFF et édite les cartes OFF permettant des réductions aux spectacles. Depuis plusieurs années les compagnies remettaient en cause cette organisation, l'accusant de racket auprès des compagnies (le prix pour paraître dans le journal étant exorbitant, les compagnies étant obligées d'acheter d'avance des cartes du OFF...), le manque de démocratie de fonctionnement. Le manque de position claire de son directeur (Alain Léonard) concernant le mouvement a achevé de discréditer l'association. Un CA extraordinaire de cette dernière parlait de déposer le bilan et de faire redémarrer l'association sur d'autres bases. Le constat étant la dérive du festival OFF vers un supermarché de la culture.

QUELLES ALTERNATIVES AU FESTIVAL ANNULÉ ?

La question se pose aux compagnies venues au festival pour présenter leur spectacle et aux programmateurs de salles de spectacle. Un appel aux salles est lancé pour organiser localement des présentations pour rattraper le temps de grève ! Tout le monde cogite sur des mini festivals à prévoir entre septembre et décembre 2003. Une proposition en AG a été de ne pas venir à Avignon en 2004 pour enrichir les marchands et trouver de nouvelles formes pour présenter les spectacles.

Magali BRACONNOT

1. Faire grève pour certains intermittents a des conséquences dramatiques. Ne pas toucher son salaire est chose normale pour un salarié, un intermittent est doublement touché puisqu'il ne cotise pas pour obtenir le régime l'année suivante. Certains techniciens comptaient sur Avignon pour faire leurs heures. La plupart des compagnies du festival OFF investissent des sommes considérables pour cet événement, ne pas jouer peut vouloir dire mettre la clé sous la porte à la rentrée. Une commission solidarité a été créée pour ces raisons. Des artistes du cinéma se sont déjà engagés à verser des fonds de leurs tournages pour soutenir les compagnies et les artistes en difficulté suite à la grève (A.Jaoui, R.Guédiguian...)

(2) Entendu dans un forum le 12/07/03 : "On se fout des 507 heures, nous on lutte contre la destruction de la culture !"

Mouvement enseignant : Grogne, malaise ou revendications?

Le mouvement de grève des enseignants du printemps 2003 qui, comme les incendies de forêt l'été, peut se rallumer à la moindre étincelle, fut inhabituel par son ampleur, sa durée et sa radicalité. Il a donné lieu à de nombreux commentaires et analyses politiques. Mais les mots, les formules, tous les qualificatifs employés pour le désigner sont en eux-mêmes chargés de sens et peuvent nous renseigner sur les arrière-pensées idéologiques de ceux qui les ont utilisés.

Les grands médias tout d'abord, dont l'intérêt pour ce mouvement fut bien tardif et bien peu pertinent, ont pour la plupart parlé de "grogne enseignante". Les enseignants pendant tous ces jours de grève n'auraient donc pas défendu le service public d'éducation, ils ne se seraient pas opposés à des décisions gouvernementales iniques, ils auraient juste "grogné". L'utilisation de cette terminologie fut une manière de minimiser, en la transformant en une sorte d'accès de mauvaise humeur, une grève commencée pour certains dès le mois de mars et reconduite pendant des semaines et des mois entiers.

Le gouvernement pour sa part, féru, comme on le sait, de communication, et plein de mansuétude pour la France d'en bas, parla (après quelques semaines de mutisme) de "malaise enseignant". Cette formule permit tout à la fois de désamorcer l'effet de la grève sur l'opinion publique ("Pas d'inquiétude, chers électeurs, c'est juste un malaise"), de discréditer le mouvement enseignant ("ce ne sont que les grèves habituelles de fonctionnaires") et surtout de ne pas entendre les demandes exprimées par les grévistes. Stratégie habile ou réelle surdité politique ? Un peu des deux sans doute.

La plupart des syndicats enseignants, quant à eux, répondirent à la terminologie gouvernementale par une formule répétée à l'envi par les délégués syndicaux dans les AG: "Il n'y a pas de malaise, juste des revendications." Mais, en se limitant ainsi à une plateforme revendicative, par ailleurs tout à fait légitime, les instances syndicales et en particulier les plus corporatistes d'entre elles, n'ont encore une fois voulu poser les problèmes de

l'Education nationale qu'en terme de moyens et non pas aussi en terme de finalités.

Il me semble que l'on peut et que l'on doit renvoyer dos à dos les uns et les autres. Contrairement à ce que les médias ont laissé croire à l'opinion publique, il ne s'est évidemment pas agi d'une simple "grogne" ou même d'une colère passagère des enseignants. Mais cette grève, n'en déplaise à une certaine langue de bois syndicale, n'était pas non plus seulement une lutte pour des revendications. Ce long mouvement social a des causes très profondes. Oui, il y a bien un malaise chez beaucoup d'enseignants, une véritable crise d'identité professionnelle, un doute récurrent sur les finalités de leur métier. Ce mouvement revendicatif n'aurait pas été aussi suivi, aussi long, ni parfois aussi radical, si les professeurs, comme l'institution scolaire, ne traversaient pas une crise très importante. Enseigner est devenu de plus en plus difficile au quotidien et pas seulement dans les zones dites "sensibles". Il y a aujourd'hui une vraie pénibilité du métier d'enseignant dont ni gouvernement ni syndicats ne veulent réellement prendre la mesure.

La crise sociale traverse de part en part l'école, tout comme la remise en cause de l'autorité ou du modèle familial traditionnel. Les enseignants eux-mêmes ne croient plus que l'école puisse remédier aux inégalités sociales. La démocratisation du système éducatif est en panne: des milliers de jeunes sortent chaque année du système scolaire sans aucun diplôme, le pourcentage d'une classe d'âge atteignant le niveau du bac n'augmente plus depuis plusieurs années tandis que celui des enfants d'ouvriers accédant aux études supérieures régresse. Le service public d'Education, comme d'autres services publics, doit se transformer, se moderniser et se démocratiser encore. Il doit aussi donner la parole à ses "usagers", les élèves et leurs familles et redéfinir entièrement son rôle, ses missions et ses méthodes.

Pour que l'école réussisse cette véritable "révolution copernicienne", il faut bien sûr lui donner plus de moyens et notamment humains. Entre la suppression des aides-éducateurs et des surveillants et la création des "assistants d'éducation", le déficit sera

de près de 10 000 postes. C'est un véritable scandale ! C'est évidemment l'inverse qu'il aurait fallu faire. Il faut prioritairement renforcer l'encadrement humain, non seulement les professeurs, mais aussi tous les autres - infirmières, assistantes sociales, conseillers d'orientation psychologues, surveillants, ATOS -. Il faut que tous ces personnels restent des personnels Education nationale, que le recrutement pluriannuel d'enseignants soit rétabli, que la formation en IUFM soit maintenue et améliorée, que le statut des profs (y compris leur retraite) soit garanti. Pour financer tout cela, le budget de l'Education doit rester à l'évidence le premier budget de l'Etat.

Mais, même si satisfaire tous ces besoins, exprimés dans la plateforme revendicative du printemps 2003, est tout à fait urgent et nécessaire, cela ne sera pas suffisant. Il faut que nous tous, enseignants et non-enseignants, parents d'élèves, militants politiques, syndicaux, associatifs ou simples citoyens, ayons le courage de poser ouvertement la question de l'avenir de l'école. Quelle école voulons-nous pour ce siècle qui commence ? Sur quelles valeurs, sur quels principes et avec quelles méthodes doit-elle fonctionner ? Doit-elle continuer à viser la sélection d'une élite ou peut-elle envisager l'épanouissement et la réussite du plus grand nombre ? L'enseignement doit-il être le même pour tous jusqu'à 16 ans ? Que doit devenir le métier d'enseignant ? Quelle nouvelle définition faut-il lui donner ? Quelle place nouvelle faut-il accorder aux "usagers" de l'école, élèves et parents ? Et que faire pour que l'école publique reste l'école de la République, face à la dérive consumériste de certains et aux appétits libéraux de quelques autres ?

François GOUTY
Professeur des écoles à Paris

Un bouquin/brochure «Lundi, c'est la grève...»

Chronique du mouvement social de mai-juin 2003, mémoire de la lutte et analyse s'y croisent. L'auteur, Jean-Paul Damaggio, est instituteur, militant syndical et membre des Alternatifs et du collectif «Gauche 92» dans le Tarn-et-Garonne
80 pages 10 euros
Commandes J.-P. Damaggio
82210 Angeville
jean-paul.damaggio@wanadoo.fr

Le Ramulaud va sortir du bois

La réunion des signataires de l'appel «Ramulaud» (appelé par certains «Pour une alternative à gauche») le 28 septembre à Paris sera un premier test en vraie grandeur du développement de cette initiative. L'écho médiatique en a été important, en grande partie en raison de la notoriété de certains signataires et de leur diversité, mais l'essentiel reste à faire :

- engager une vraie dynamique de débats et initiatives, enracinée localement, ouverte et auto-organisée
- approfondir la réflexion sur le projet, et permettre la mise en mouvement de larges secteurs pouvant se retrouver dans une gauche d'alternative, anticapitaliste, féministe, autogestionnaire, écologiste.

Donc se donner le temps de la construction, mais l'engager de manière volontariste.

Les appels précédents, en dépit de contenus souvent intéressants et de nombreux signataires, ne sont pas parvenus à percer, ils en sont restés au stade de l'initiative datée...et puis on est passé à autre chose. L'appel «pour une vraie gauche» a fait, dans une certaine mesure, exception car quelques collectifs locaux en sont issus.

il s'agit aujourd'hui de consolider, enrichir et élargir encore une dynamique à

moyen terme dont l'appel «Pour une alternative à gauche» est une nouvelle étape. Dynamique qui a le mérite de reconnaître la pluralité des acteurs de la gauche d'alternative en construction, appels comme formations politiques (ce qui a conduit à la participation d'observateurs des Alternatifs aux réunions de pilotage).

Restent, bien sûr, en suspens plusieurs questions : la diversité, voire l'hétérogénéité politique des premiers signataires est source de richesse, mais ne va pas sans contradictions, notamment pour ceux qui, comme les Alternatifs, ne souhaitent pas plus l'enfermement dans une petite gauche protestataire nombriliste que la constitution d'une "gauche un peu plus à gauche" : il ne s'agit pas seulement de faire mieux, il faut faire autrement.

De même, la continuité à construire entre les alternatives concrètes, dans des domaines comme les modes de consommation, la culture ou les solidarités, et le projet alternatif global est sans doute sous-estimée par les strates militantes encore dominantes au sein de "Pour une alternative à gauche", alors que ces exigences étaient portées par beaucoup de celles et ceux qui se sont retrouvés cet été au Larzac.

La prochaine étape pour «Ramulaud» pourrait donc être (avant la fin de l'an-

née?) une rencontre sur les perspectives politiques, préparée dans des collectifs locaux aujourd'hui encore en gestation, à charge pour ceux (nous en sommes) qui souhaitent l'affirmation d'une gauche d'alternative dès 2004 d'avancer sur le terrain électoral dans les régions comme au niveau national avec les partenaires qui se dégageront.

Les initiatives en cours en région Midi-Pyrénées, qui rassemblent des signataires de l'appel «Pour une alternative à gauche» et bien d'autres sera peut-être un signe d'espoir.

L'apport des Alternatifs aux débats à venir pourrait être, outre l'insistance mise sur la nécessité d'un réel ancrage de terrain et d'un travail sur le projet avant de passer au programme, la volonté de prendre à bras le corps la question des rapports entre mouvements politiques et mouvements sociaux, et l'articulation stratégique entre mobilisations sociales, construction de contre-pouvoirs, élaboration de propositions alternatives et traduction en commun, si les conditions en sont remplies, de ces propositions dans le champ politique.

Car la légitimité des «débouchés politiques» ne se décrète pas, elle se construit...et se «mérite»!

n

J.J. BOISLAROUSSIE

Pour une alternative niçoise à gauche

Vendredi 5 septembre à Nice, première prise de contact départementale des signataires de l'Appel pour une Alternative à Gauche. Une première réunion très encourageante, avec 21 participant-e-s venu-e-s en tant que signataires et donc à titre individuel, à parité hommes-femmes, en grande majorité de Nice et d'Antibes, mais aussi de Mougins, de La Gaude et de la vallée de la Tinée. Un tiers des participant-e-s n'était pas membre de courants ou d'organisations politiques -participant-e-s au mouvement social du printemps 2003, syndicalistes et associatifs-, les deux tiers restants, pour beaucoup présent-e-s aussi dans le mouvement social du printemps, étant membres des Alternatifs et du courant socialiste Nouveau Monde, mais aussi dans une moindre mesure de la LCR et du PCF.

A noter la présence de plusieurs militant-e-s du regroupement antibois "AGauche Vraiment" (AGV) d'Antibes, véritables

précurseurs locaux de l'Appel pour une Alternative à Gauche.

Cette première réunion avait ceci de particulier qu'elle ne pouvait prétendre rassembler toutes et tous les signataires de l'Appel. Et ce pour une raison simple : nous ne les connaissons pas toutes et tous, loin de là ! On peut même penser que de nombreuses et nombreux signataires n'ont pu prendre connaissance de cette première prise de contact : nous n'avons pas encore de liste complète et l'info était passée de manière relativement restreinte et par le canal de "tam-tam", la liste de diffusion départementale des Alternatifs.

Un premier travail de collecte s'impose donc, en ce qui concerne les signatures déjà effectives (c'est en cours par les listes départementales mais fragmentaires qu'a commencé à nous faire parvenir le collectif national provisoire) et aussi en direction d'un public plus large :

nous devons donc continuer à faire connaître l'Appel et à le diffuser largement.

Mais d'ores-et-déjà, le débat a commencé lors de cette première prise de contact. Un débat sérieux et chaleureux : plusieurs intervenant-e-s n'ont pas caché leur satisfaction de se retrouver ensemble et de voir ainsi confirmées leurs convergences antérieures dans de nombreuses mobilisations. Pour toutes et tous, cet Appel suscite un véritable espoir et une dynamique très prometteuse par rapport à des Appels antérieurs à impact plus restreint.

L'écho déjà perceptible, la palette des signataires (toutes les sensibilités de la gauche critique et alternative, mais aussi de nombreuses et nombreux associatifs et syndicalistes), le nombre important de signatures au niveau national (environ 1800), la couverture médiatique nationale fin juin : tout cela est encourageant.

Consolider le front social, Construire une alternative politique !

117 *hommes et femmes de Poitiers, militants associatifs, syndicaux ou politiques, jeunes, créateurs, citoyens pré-occupés par la situation sociale et politique lancent un appel pour une convergence des forces anticapitalistes et un renouveau des pratiques à gauche.*

Dans la suite du mouvement social du printemps et de l'été et dans un contexte où de nombreuses initiatives de ce type voient le jour dans le pays, cet appel poitevin prend une résonance particulière :

Avec des milliers d'autres, nous avons occupé la ville, organisé la grève, fait vivre la résistance sociale. Nous avons inlassablement expliqué nos propositions pour les retraites, notre projet pour l'école et pour les services publics. Lorsque nous n'étions pas dans l'action, nous avons soutenu le formidable espoir né de cette mobilisation du printemps et de l'été 2003.

A Poitiers et dans la Vienne, ce mouvement a été tout à la fois marqué par son dynamisme, par sa détermination et par son caractère unitaire. Et les solidarités qui se sont nouées n'ont pas fini de produire leurs effets.

Le rejet du diktat « néo-libéral », porté par le mouvement syndical, s'est nourri des liens entre secteurs en lutte, en même temps qu'il bénéficiait d'un large soutien populaire.

L'action contre la guerre et pour un autre modèle de développement des sociétés a enrichi la revendication sociale.

Le mouvement s'est poursuivi avec les actions menées par les intermittents du spectacle et pour la libération des syndicalistes emprisonnés. Et de nouvelles initiatives sont prévues pour les retraites, la Sécu, les services publics et les minima sociaux. Ces convergences doivent être encouragées.

Car face à la volonté du gouvernement, inspiré par le MEDEF, de passer en force sur tous les aspects de son programme néo-thatchérien, seules la détermination et l'unité de tous les secteurs sociaux peuvent le mettre en échec.

- Par sa représentativité : de nombreux militants et citoyens de sensibilités très diverses l'ont signé, dont des responsables de premier plan.

- Par son double ancrage, sur le terrain du mouvement social et dans le champ politique.

- Par le fait qu'il souligne un fort niveau de mobilisation contre le gouvernement Raffarin, sur « les terres » du Premier Ministre.

Cette situation appelle aussi un sursaut politique. La gauche anticapitaliste, féministe et écologiste, doit se rassembler sans plus attendre, dans les luttes, dans les débats comme dans les élections. Face aux potentialités créées par le mouvement de ce printemps mais aussi face aux risques d'une défaite majeure pour le syndicalisme, le mouvement associatif et les partis engagés dans les luttes, l'heure n'est plus aux opérations-survie ni aux splendides isolements. Une dynamique nouvelle doit se créer, qui mette fin à l'hégémonie du Parti socialiste sur la gauche. Elle doit intégrer les militants et les organisations qui y sont prêts. Elle doit s'ouvrir à tous ceux qui sont aujourd'hui en attente d'une véritable alternative. Il faut changer la donne, pour faire entendre une autre voix que celle des « libéraux » et des « socio-libéraux ».

Trois pistes se sont dégagées l'issue de ce premier échange qui a fait apparaître une forte volonté commune de faire vivre ici un lieu permanent et régulier autour d'un travail de fond, sans préjuger des suites, des possibilités et des modalités pratiques de contribuer à une recomposition politique à gauche :

1- La nécessité d'organiser prochainement une conférence de presse "fondatrice" de ce lieu permanent et régulier de débat politique dans notre département, relié à une dynamique nationale ;

2- La mise sur pied d'un cycle de débats politiques publics et ouverts, sur des thèmes de fond. Le premier de ces thèmes pourrait être consacré à la crise de la politique, au sens de ce terme et à ce que pourrait être aujourd'hui une nouvelle façon de faire de la politique ; un autre de ces thèmes pourrait être la question de l'Europe ; tout cela devant bien sûr être précisé et confirmé ;

3- Une prochaine expression commune des signataires de l'Appel sur le problème et les enjeux du prochain scrutin régional de 2004 en PACA.

A ce sujet, des informations ont été données sur la démarche entamée en région Midi-Pyrénées de fédérer l'ensemble des sensibilités à gauche de la gauche pour une expression commune dès ce scrutin régional.

Par ailleurs, une inquiétude et une colère communes se sont exprimées à plusieurs voix sur la manière dont l'ex-gauche plurielle prépare ce scrutin dans notre région, en reproduisant les tractations au sommet et les vieilles démarches d'appareil qui ont largement fait la preuve de leur échec et risquent de conduire à de nouvelles catastrophes, comme si le 21 avril 2002 n'avait décidément pas eu lieu.

La toute première réunion nationale des signataires de l'Appel est prévue à Paris

le dimanche 28 septembre. Deux participants à cette première prise de contact départementale y seront présent-e-s.

La prochaine réunion départementale des signataires, elle, est programmée pour le mardi 30 septembre à 20 heures, au CLAJ (avenue Scudéri) à Nice, avec en particulier à l'ordre du jour :

- le compte-rendu de la réunion nationale

- la mise sur pied du cycle de débats (thèmes et calendrier seront proposés)

- la proposition d'un texte sur le scrutin régional de 2004

- la préparation politique de la conférence de presse "fondatrice". n

Appel pour une alternative à gauche

Quels enseignements tirent aujourd'hui les centaines de milliers de femmes et d'hommes qui se sont mobilisés dans la rue et dans les assemblées générales contre la politique gouvernementale ? Si d'évidence la pression n'a pas contraint à la retraite Chirac-Raffarin, d'autres facteurs entrent dans les réflexions militantes de cette rentrée. L'exaspération et la défiance l'emportent là où le gouvernement misait sur l'abattement. Pour beaucoup, le questionnement va plus loin : comment les faire reculer sur les prochains fronts ? L'affluence au Larzac, préfigurant le succès du Forum social européen, montre une autre composante du changement de situation en France : l'enracinement du mouvement altermondialisation. Ce n'est pas encore la situation de confrontation italienne, ce n'est plus la phase de tétanie des lendemains du 21 avril.

Dans cette situation, une hypothèse, lourde, doit être combattue, un retard, considérable, être rattrapé. L'hypothèse découle des choix du premier parti de gauche, le PS, le retard à rattraper, c'est ce qui se passe à la gauche du même Parti socialiste.

Le trio Hollande-Fabius-Strauss-Kahn installe les socialistes dans la gestion de l'hypothèse du balancier. L'incroyable incurie gouvernementale leur sert d'argument pour étouffer toute remise en cause des politiques passées, les électeurs devant mécaniquement changer de votes devant les preuves d'incapacité fournies par les Mer-Mattéi-Ferry... Ce calcul fait bon marché de l'exaspération qui monte dans l'assise sociale de l'UMP : Raffarin s'en fait pourtant l'écho périodiquement, sans compter Sarkozy qui mise ouvertement sur la radicalisation de ces couches sociales.

Irresponsable, ce jeu des éléphants socialistes n'a pour seul effet que d'étouffer un peu plus ses ex-alliés de la gauche plurielle. Leur levier véritable : la division, celle des Verts avec Voynet, celle du PC avec Hue. Leur leadership sur l'organisation des élections régionales va encore nourrir les facteurs de paralysie à gauche, ceux-là même qui ont été à la base des renoncements et des demi-mesures

(pacte d'Amsterdam, privatisations, PARE, 35 heures, contraintes anti-licenciements, CMU, APA ...) de 1997 à 2002.

La caractérisation du retard pris à la gauche du Parti socialiste a été clairement formulée par *l'appel pour une alternative à gauche* (cf. *Rouge & Vert* n°191), notamment les passages sur les renversements de perspectives qu'exige l'approfondissement de la crise politique : « *La crise de la représentation politique est patente. Si l'on ne remet pas radicalement en cause l'éloignement de l'immense majorité de la population des processus d'élaboration, de décision et de contrôle, si les formations politiques ne changent pas de posture et de fonctionnement à cet égard, les propositions alternatives auront du mal à voir le jour ou resteront lettre morte. Face aux logiques institutionnelles, il est temps de favoriser de nouvelles pratiques démocratiques pour aider les habitants de notre pays à intervenir toujours plus, à s'organiser, à être les acteurs de leur vie. Rompre les isolements, soutenir les luttes, les faire entendre y compris dans l'arène institutionnelle qu'il faut profondément transformer: voilà l'objectif.* » (extrait de l'appel) Certes, la partie n'est pas aisée.

Incertaine sur l'audience de listes vertes aux élections régionales tout autant que convaincue des dangers du « social-libéralisme », **la direction actuelle des Verts tente le mariage de l'eau et du feu** : tenir des forums départementaux avec les fédérations socialistes et relayer les expressions de contestation de gauche d'une partie des militants Verts.

Le Parti communiste est plus encore conscient des bouleversements qui s'annoncent. Les saignées des élections municipales, présidentielles et législatives ont convaincu l'ensemble des fédérations socialistes que Fabius a raison lorsqu'à voix haute il demande au nom de quoi faire droit aux critiques et exigences de représentation du PC « *au moment où les communistes perdent leur base populaire* ».

Déterminée à être plus offensive dans l'expression critique, MG Buffet tente de renforcer son organisation et de mettre en œuvre des forums citoyens où débattre simultanément des contenus des politiques à mettre en œuvre

et des alliances par lesquelles elles passeraient. La volonté de lucidité et de transparence est réelle - appuyée notamment sur la forte résonance que trouve l'enracinement européen du mouvement pour la paix et l'altermondialisation à tous les niveaux du Parti communiste - elle ne va pas jusqu'à assumer l'organisation de forums pluralistes, avec d'autres sensibilités alternatives à gauche, avec des militants reconnus pour leur engagement syndical ou associatif et les enseignements politiques qu'ils en tirent.

Faute de cette audace, **les forums citoyens du PC se limiteront à un certain renouvellement des représentants du PC**, à des ouvertures dans le positionnement politique mais au final leur succès ne servira qu'à gérer, et non surmonter, le profond désarroi que traversent les dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui se sont identifiés au projet communiste en France.

À la Fête de l'Humanité, le débat du 13 septembre auquel était invité Yves Salessse a surtout souligné les incompréhensions des orateurs communistes, JF Gau, D Grador et P Cohen Séat lorsqu'étaient abordées les implications pratiques de l'idée de coordination large, multiforme à inventer pour construire une alternative aux politiques portées par le PS.

Autre facteur de retard, les choix du Comité central de la LCR pour cette rentrée d'alliance exclusive avec LO pour les régionales et les européennes, avec renvoi dos-à-dos de la droite et de la social-démocratie.

Aucun enseignement n'a donc été tiré par ces militants du vote sur la taxe Tobin d'Alain Krivine au Parlement européen, ni des votes de LO dans le Conseil régional présidé par Charles Baur en Picardie.

Ce choix n'est pas une simple répétition des choix de 1999. **Il enferme irréversiblement les militants de la LCR dans le seul critère du score électoral.**

Or en cinq ans, les anti-corps se sont affaiblis. En particulier, les syndicalistes de la génération d'après 68 qui ont joué un grand rôle dans les luttes des années 90 ont distendu leurs liens avec cette organisation. Il y a fort à craindre que la base même de la LCR

n'ait plus conscience de la profonde méfiance que suscite une organisation comme LO dans les mouvements de chômeurs, chez les enseignants, dans les mouvements pour les droits des femmes et des immigrés, sans compter le mouvement altermondialisation. Pensant réitérer l'épisode de 1999, Sabado et Krivine liquident les bases anciennes de leur mouvement en lui faisant miroiter qu'il jouera « *un rôle comparable à celui que le FN a joué vis-à-vis de la droite* » (Sabado à l'université d'été de la LCR), l'expression d'un mécontentement obligeant la force principale à infléchir ses positions sur des enjeux majeurs.

En réalité, collecter l'expression de tous les mécontentements à gauche pour faire pression sur les dirigeants socialistes est une politique inefficace mais surtout dangereuse : elle rompt avec toute démarche transitoire, toute référence à un projet de société dans l'horizon duquel la démarche politique inscrit ses propositions immédiates.

« *Pour une alternative à gauche* » est donc bien dans cette rentrée la pointe la plus avancée pour fédérer toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à l'échec du 21 avril et qui, participant au mouvement social et à l'ancrage du mouvement altermondialiste (d'Annamasse au prochain FSE de Paris-St Denis-Bobigny en passant par le Larzac), travaillent à changer la donne de la nécessaire intervention politique à gauche, dans le champ social comme dans le champ politique. Les signataires qui se réunissent le 28 septembre ont à répondre à deux questions immédiates.

Sur quels thèmes engager des initiatives pour faire la démonstration qu'une mobilisation face aux attaques de la droite peut être socialement et politiquement majoritaire ? Sur quels thèmes faut-il au contraire d'abord engager le débat pour dessiner une cohérence politique, un projet de dépassement du capitalisme ?

Pour y répondre d'une façon réfléchie sont prévus trois ateliers génériques (l'économique, les dominations, le politique) auquel s'ajoutera un atelier Europe, lui aussi amplement justifié par l'actualité. L'hypothèse d'un 5ème atelier (positionnement et vie de l'appel) a été écartée : la constitution des collectifs, l'amplification de l'appel et l'échange sur les possibles et les hypothèses de travail seront abordés avec toutes et tous, en plénière.

Sans aucun doute, le succès du 28 septembre ne tiendra pas seulement à la fermeté des convictions : les essais antérieurs, comme l'appel « *Nous voulons autre chose* » nous ont appris que la prise en compte de la diversité des parcours individuels et collectifs est essentielle à l'animation d'un cadre d'initiatives et de débats pluraliste.

L'instance technique de préparation du 28 est mandatée pour mettre en œuvre cette ambition d'une démocratie vraie, à l'opposé des effets de tribune. Et bien sûr, le succès du 28 sera fortement conditionné par les initiatives des 1500 premiers signataires pour élargir le cercle, initier les rencontres de signataires et être massivement présents le 28.

Parmi d'autres exemples à suivre, l'initiative de « *117 hommes et femmes de Poitiers, militants associatifs, syndicaux ou politiques, jeunes, créateurs, citoyens préoccupés par la situation sociale et politique [qui] lancent un appel pour une convergence des forces anticapitalistes et un renouveau des pratiques à*

gauche.» (cf. page 14) Entre autres régions actives pour provoquer les rencontres de signataires avant le 28 : Nice, Toulouse, Lyon, l'Ardèche.

Il reste en bonne partie à inventer la démarche politique qui prendra en compte la masse des électeurs et militants des partis de gauche en même temps qu'elle prendra pour base les fortes attentes de celles et ceux qui, mobilisés, aspirent à une nouvelle perspective. Sous de multiples formes, le primat de l'organisation sur le mouvement, du programme sur le projet réapparaît périodiquement et cette tension-là traverse aussi Ramulaud. Miser, avec tous les autres signataires, sur la dynamique de collectifs préfigurant la démocratie citoyenne et le primat de l'autodétermination, c'est poser les premiers jalons de cette construction, c'est déjà renverser la perspective à gauche. n

Eugène BÉGOC

CANABIS :

LES JEUNES ALTERNATIFS OUVRENT LE DEBAT

Quelle relation les jeunes entretiennent-ils avec la politique ?

C'est autour de ce thème que s'est rencontrée pour la première fois depuis sa création, en mars dernier, la commission nationale des Jeunes Alternatifs.

Prévue à l'ouverture de Larzac 2003, cette réunion a permis de faire le point sur les forces militantes et l'investissement des jeunes. Un premier week-end de réflexion devrait se tenir à Castres début novembre. A cette occasion, la commission exposera un débat jusqu'ici oublié par le mouvement : celui de la légalisation du cannabis.

" *Je ne m'engage pas dans la politique parce qu'on ne donne pas la possibilité aux jeunes !* " Quoiqu'on en pense, ce genre de réflexions est de plus en plus récurrent dans la bouche des jeunes et doit laisser perplexe les pontes de la politique française.

Alors que notre mouvement créa la commission nationale essentiellement pour sensibiliser les jeunes et contribuer à la création de nouveaux débats, un constat général pèse sur le parti : le manque d'actions concrètes. Car c'est bien là que le bât blesse ! A une époque où la politique (au sens restreint) est discréditée, les jeunes se sentent mieux

représentés par le large mouvement social, porteur d'après eux de plus de résultats.

Un véritable problème d'attention à leur égard subsiste. Pour rapiécer une conscience politique bien effilochée et les sensibiliser à notre cause, les Alternatifs devront être représentés dans les universités, les festivals, les raves, tous les lieux fréquentés par la jeunesse.

Une rubrique gérée par la commission nationale pourrait aussi être prévue dans le journal *Rouge & Vert*, ainsi que sur le site Internet du parti.

Enfin des efforts devront être menés pour la création d'une dynamique altermondialiste, notamment à l'occasion du Forum Social Européen de St Denis.

Pour pallier l'isolement de certains, les Jeunes Alternatifs ont pris lors de cette première rencontre sur le Larzac plusieurs initiatives. Comme celle d'organiser au minimum deux week-ends par an de rencontre. Le premier se déroulera à Castres les 1^{er} et 2 novembre autour d'un thème qui aura le mérite de créer le débat au sein du parti : quelle position adoptent les Alternatifs envers la légalisation du cannabis ? n

Gabriel MAFFRE

Rentrée studieuse

Ambiance de travail sérieuse le week-end des 30 et 31 Août, lors du séminaire sur les questions européennes que les Alternatifs ont tenu en guise de devoir de rentrée. Il s'agissait pour les militants des différentes fédérations réunis rue de Malte d'approfondir la réflexion sur les problématiques de l'Europe qui a été engagée au Congrès de Mâcon, au mois de Mai dernier.

L'assemblée a successivement travaillé sur les institutions européennes, la question de l'élargissement, l'Europe Sociale, les rapports Nord-Sud.

Les institutions

Le débat sur les institutions ne pouvait pas ignorer les travaux de la "Convention Giscard" sur l'avenir de l'Europe; une Convention dont les propositions serviront de base à l'élaboration du Traité constitutionnel pour l'Europe qui devrait être adopté au Printemps 2004, juste avant les élections européennes.

Une convention, aussi, dont les conclusions sont inacceptables pour les auto-gestionnaires que nous sommes ; car

elles accentuent encore le caractère libéral et anti-démocratique de la future Europe.

Les participants ont convenu que la question primordiale était celle du déficit démocratique au niveau européen comme au niveau hexagonal. Loin des marchandages institutionnels, **c'est à une refondation démocratique et sociale de l'Europe, à une démocratisation radicale de toutes les institutions qu'il faut s'attacher.** De ce point de vue, a été soulevé combien la confrontation entre "souverainistes" et "fédéralistes" qui imprègne tout débat public sur la question institutionnelle n'est pas à la hauteur des enjeux; certains évoquant même l'hypothèse que le cadre de l'Etat français, tel qu'il est, ne devait pas constituer l'horizon indépassable de la réflexion politique.

L'élargissement

Quant à l'élargissement de l'Europe à de nouveaux membres, ce fut sans doute une des questions les plus disputées du week-end. Elargir oui, mais pour quoi faire? Elargir jusqu'où géographiquement? Elargir jusqu'où politiquement? Comment faire que cette Europe élargie ne soit pas qu'un espa-

ce marchand? Quelles conditions poser à l'accueil de nouveaux membres qui ne soient pas exorbitantes par rapport à celles que remplissent aujourd'hui les Etats de l'Europe des 15 (par exemple, quels critères démocratiques peut-on opposer aux Etats candidats quand on a un Berlusconi à la tête d'un des principaux Etats de l'Union Européenne?) Comment faire que ces conditions n'aboutissent pas à étrangler les Etats candidats, en particulier sur les plans économiques et financiers, ce qui pose la question d'un accroissement significatif des moyens budgétaires consacrés à l'élargissement? Voilà quelques termes d'un débat qui est loin d'être achevé; sans oublier la nécessaire prise en considération des positions résolument pro-européennes des secteurs les plus progressistes des opinions publiques des Etats candidats à l'Union (en particulier les mouvements féministes).

L'Europe sociale

Pour ce qui est de l'Europe sociale, l'unanimité s'est rapidement faite pour constater que c'est loin de constituer une priorité de l'Union Européenne;

Coordination Générale des Alternatifs d

Proposition d'ordre du jour de la coordination du samedi 27/09		13 h - 14 h	Repas sur place La rentrée politique et sociale avec proposition d'adoption d'un texte de positionnement pour la réunion Ramulaud Election de l'exécutif. Ci-contre, rappel du texte adopté à la précédente coordination Europe avec en particulier position du mouvement sur le projet de Constitution européenne Questions d'organisation et de finances. Initiatives dont FSE et Université d'été 2004.
10 h 30 - 13 h	Réunions des commissions. Sont actuellement prévues les commissions femmes, agriculture/alimentation, international et Europe. Il est possible que d'autres commissions se tiennent (par ex. jeunes, agit-prop...).	14 h - 16 h	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>COMMISSION FEMMES (A partir de 10h, réunion de la commission Femmes des Alternatifs De 11H à 13h débat : "Autour du voile" avec Chahla Chafiq, sociologue et auteur et Nicole Favey, militante féministe</p> </div>		16 h -17 h	
		17 h 15 - 18 h 15	
Réunion et débat sont ouverts à toutes et tous		18 h 15 - 20 h	
La coordination a lieu au 40 rue de Malte, Paris 11ème M°Oberkampf ou République			

c'est le moins qu'on puisse dire! Ça reste seulement une vague référence, sans véritable traduction concrète et normative, dans les textes européens adoptés au cours de la dernière décennie. Reste à savoir ce que recouvre le concept d'Europe sociale. Il s'agit bien sûr des questions du travail et de l'emploi, mais aussi de la protection sociale, des droits fondamentaux de la personne, des services d'utilité collective...

Force a été de constater que, s'il y a aussi peu d'avancées sur ces sujets, c'est sans doute parce que, jusqu'à présent, **il n'y a pas réellement de Mouvement social en capacité d'imposer un rapport de force à l'échelle européenne**: malgré l'existence de la Confédération Européenne des Syndicats, ou en raison de la timidité de ses positions, le syndicalisme européen mobilise peu; la coordination des mouvements sociaux peine à exister à l'échelle du Continent (hormis ce qui s'est fait avec les Marches Européennes); les eurogrèves en restent encore au stade du témoignage...

Il s'agit donc de continuer à travailler pour donner un réel contenu mobilisateur à la notion d'Europe sociale en allant au delà de la "clause du citoyen européen le plus favorisé" telle qu'elle avait été exprimée lors du contre-sommet européen de Nice il y a 2 ans. Peut-être autour de la revendication de la nécessaire convergence,

par le haut, des politiques salariales en Europe; également autour de la bataille pour les services publics en avançant dans la réflexion sur d'autres modes de production et de distribution des biens et des services.

L'Europe dans les rapports Nord-Sud

Dernier point de réflexion à l'ordre du jour de ce séminaire: l'Europe dans les rapports Nord-Sud. Un thème qui a été analysé sous le double aspect de la dimension écologique et de la question agricole et de la souveraineté alimentaire. Avec un tragique constat pour entamer le débat: La moitié des Pays de la Planète ont aujourd'hui un revenu par tête inférieur à ce qu'il était il y a 10 ans! Il existe 200 Traités internationaux sur l'environnement; la plupart sont restés lettre morte. On voit par ailleurs les grands groupes capitalistes récupérer et détourner le concept de développement durable dans une stratégie d'expansion de leurs profits. Les accords préférentiels conclus dans les années 60 entre l'Europe et les pays dits "A.C.P." (accords de Lomé), sont, suite aux récents accords de Cotonou, en voie d'extinction à l'horizon 2008 pour faire place aux règles commerciales de l'O.M.C. (Même s'il faut rester critiques sur les effets pervers des accords de Lomé: développement de cultures "tropicales" au détriment des cultures vivrières dans les pays du

Tiers Monde; encouragement des exportations agricoles européennes subventionnées au détriment des productions locales).

Les Pays du Sud sont donc au cœur de la crise écologique; une crise qui mêle intimement atteintes à l'environnement, question de la dette et échange inégal.

Dès lors, quelles stratégie alternative mettre en œuvre pour que l'Europe soit porteuse d'une autre mondialisation? Comment changer la conception de la coopération internationale et axer l'aide au développement vers le soutien aux services collectifs du Sud, au développement de la santé? Comment agir ici pour que l'annulation nécessaire de la dette ne se traduise par une baisse de l'aide publique au développement?

L'ensemble des réflexions et contributions émises au cours de ce séminaire feront l'objet d'un texte de synthèse qui sera soumis à une toute prochaine Coordination Nationale des Alternatifs. Notre Mouvement aura là, sur la question européenne, un document de référence utile à tous pour les mobilisations qui s'annoncent, qu'elles soient sociales, politiques, voire, électorales.

n

JL Griveau

medi 27/09

Coordination générale des 14 et 15 Juin ELECTION DE L'EXECUTIF

La coordination générale a constaté que le mode de désignation des candidatures à l'exécutif élargi voté au congrès n'a pas permis d'aboutir - ou au moins d'approcher - à la parité dans sa composition.

C'est pourquoi la coordination générale décide de prolonger le mandat de l'exécutif sortant jusqu'à la prochaine réunion de la coordination.

Elle fait un appel PRESSANT aux régions et commissions pour susciter des candidatures, en toute priorité féminines, pour l'exécutif restreint et élargi dont l'élection aura lieu lors de la coordination des 27 et 28/09.

Conformément aux décisions du congrès, les commissions et régions en activité sont invitées à désigner leurs candidat-e-s - une ou deux par région dont au moins une femme- à l'exécutif élargi. Ces candidatures seront soumises pour élection à la coordination générale.

Les candidatures à l'exécutif devront être annoncées au plus tard le 23 Septembre.

n

COURTOISIE

Les Verts invitaient le 8 septembre les formations politiques de gauche à un échange en vue de la co-organisation de forums de débat dans la perspective d'un accord politique à l'horizon 2007.

Tous les mouvements invités étaient présents; à l'exception de la LCR.

Il est très vite apparu que, pour des raisons diverses, le projet présenté par la direction des Verts rencontrait peu d'écho. Le représentant des Alternatifs a précisé que notre mouvement était favorable par principe aux échanges et initiatives communes contre la droite, qu'il avait donc répondu à l'invitation des Verts dans le cadre des échanges engagés avec ce parti, mais ne s'associerait pas à la démarche proposée, d'autant que nos priorités sont d'une part la présence dans les mobilisations sociales, la recherche de convergences entre ces mobilisations, et d'autre part un travail patient en vue d'une convergence politique anticapitaliste, autogestionnaire, féministe et écologiste. Ce qui conduit les Alternatifs à des échanges avec les formations politiques à gauche du PS et à une participation active aux initiatives de débat comme l'appel pour une alternative à gauche («Ramulaud»).

n

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

VIVE LES IMPÔTS

économies = dépenses



Impôts financent
l'Education,
la Santé,
la Justice...

Un impôt juste
peut redistribuer
les richesses.

*Pour l'impôt
progressif !
Pour l'I.S.F. !
bas la T.V.A. !*



40, rue de Malte, Paris
01 43 57 44 80
contact@alternatifs.org
<http://www.alternatifs.org>